

C'était en 1938. L'année suivante, cette année, l'Allemagne s'empara de la Bohême et de la Moravie au mois de mars; de Memel, un peu plus tard, au cours du même mois; puis, le mois suivant, en avril, l'Italie s'empara de l'Albanie, et le 1er septembre, enfin, Hitler et ses armées envahirent la Pologne.

En d'autres termes, les actes d'agression se sont constamment aggravés au cours des cinq dernières années. On doit y voir, à mon sens, l'indice assez évident d'une entente et d'une convention, tout au moins lors de ces événements, entre les puissances intéressées. Ce fut la guerre de tous côtés, une suite d'agressions combinées et soutenues. Il y a lieu pour nous de chercher de quelle source peut bien venir l'inspiration de ces actes d'agression. Il y a lieu de nous demander sur quelle entente secrète ils ont pu être fondés et de quoi le monde pourra bien être témoin si l'on n'y met pas un terme.

Si j'expose ces faits, c'est que d'aucuns pourraient croire que la guerre actuelle a été uniquement provoquée par l'invasion de la Pologne et qu'elle se rattache seulement au désir de l'Allemagne de reprendre possession de la ville de Dantzig. Cette suite d'événements se passe de commentaires. Il appert clairement que depuis cinq ans certains pays ou groupes de pays ont agi en supplantant que les grandes nations libres, "les démocraties" ainsi qu'on les nomme assez souvent—j'avoue que je commence à être fatigué de cette répétition du mot démocratie,—étaient des nations pusillanimes, qu'elles n'étaient pas prêtes à combattre pour la défense de leur liberté et que cette agression constituait un procédé sans danger. A moins qu'une attitude ferme ne soit maintenant prise par les pays qui apprécient leur liberté, ces derniers, à mon avis, peuvent s'attendre à ce que ces agressions s'aggravent indéfiniment au lieu de cesser.

J'expose ces faits parce que je désire prouver à la Chambre que le Gouvernement, depuis son arrivée au pouvoir à l'automne de 1935, n'a cessé de surveiller de près la situation et qu'il a cherché de son mieux à se préparer aux événements actuels. Point n'est besoin de rappeler que pendant un certain nombre d'années antérieures à l'époque précitée, non seulement notre pays mais aussi beaucoup d'autres réduisaient leurs armements au lieu de les augmenter. Comme nous le savons tous, l'administration précédente faisant, du moins à propos de certains détails, ce qu'il est à présumer que toute autre aurait fait à sa place, a réduit considérablement les armements, de notre pays. Surtout en ce qui a trait à l'aviation; l'effectif de cette arme diminue sensiblement par rapport au chiffre qu'il accusait lorsque nous quittâmes le pouvoir, en 1930. Mais,

comme je l'ai déjà dit, cette réduction était due au fait que tous les pays avaient une certaine confiance en la Société des Nations et qu'ils se fiaient aux politiques de désarmement, espérant que toutes les autres nations seraient disposées à les adopter.

L'hon. M. MANION: Très bien.

Le très hon. MACKENZIE KING: Le pays qui est aujourd'hui l'envahisseur a saisi avantage de cette situation. Permettez-moi de le dire: bien que nous n'ayons pas le loisir de discuter de ce qui a été fait dans le passé, à moins que cette discussion ne soit nécessaire pour nous faire comprendre comment l'état de choses actuel est survenu et pour nous donner une vue d'ensemble sur tout ce qui s'est passé, à mon avis, lorsque la présente guerre sera finie, il nous faudra étudier très soigneusement les attitudes adoptées par les différents pays, attitudes qui, la chose est concevable, ont donné lieu à la situation actuelle. Je crois qu'il fut un temps où l'Allemagne était disposée à s'associer aux autres nations et à veiller à l'application uniforme des clauses du traité de Versailles concernant la réduction des armements; et si l'Allemagne a commencé à s'armer, comme elle l'a fait, on peut peut-être reconnaître jusqu'à un certain point qu'elle pouvait avoir raison de craindre en voyant les autres nations s'armer lorsque ce droit lui était refusé. Je mentionne la chose tout simplement parce que je suis convaincu que nous désirons tous, à l'issue de la présente guerre, ne pas voir se renouveler, s'il est possible de l'éviter, un état de choses semblable à celui des cinq dernières années.

Comme je l'ai déjà dit, lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons trouvé que la défense du pays était loin d'avoir l'importance que les circonstances exigeaient. Je ne veux infliger de blâme à aucune administration précédente. Si nous avions été au pouvoir, nous aurions sans doute fait tout notre possible pour réduire les dépenses concernant la milice et les armements. Je veux faire bien comprendre, toutefois, que le Gouvernement qui a aperçu le danger et a désiré l'augmentation des crédits de la défense a dû courir un grand risque lorsqu'il a demandé à cette Chambre plus d'argent pour la défense. Les honorables députés se rappellent parfaitement que lorsque, en 1937, nous avons sensiblement accru les crédits nous avons éprouvé beaucoup de difficulté à obtenir l'appui de nombre de nos propres partisans et, tout en n'ayant pas eu d'opposition dans certains milieux, nous n'avons guère été remerciés; nous n'avons pas non plus été encouragés nulle part au sujet de l'augmentation des dépenses que nous nous proposons d'effectuer. Il est aisé d'être sage après coup, mais le ministre,